

Soutien à la mobilisation des agriculteur/trice-s !

À bas le libre échange et l'agrobusiness ! Pour une sécurité sociale de l'alimentation qui garantisse des revenus décents à tous les agriculteur/trice-s !

Après un effondrement en 2023 et 2024 (- 40 % en deux ans), le revenu moyen des agriculteurs et des agricultrice-s devrait progresser en 2025 (+ 15% environ). Leurs revenus sont plus volatils que jamais, avec des inégalités monstrueuses en leur sein. Autrement dit, la grande masse des agriculteur/trice-s vit dans le stress, des revenus faibles et incertains d'une année sur l'autre, broyés par un modèle de l'agrobusiness qui bénéficie aux grandes groupes agro-industriels (dont le taux de marge a flambé en 2022 et 2023 : <https://institutlaboetie.fr/inflation-alimentaire-profits-multinationales/>) et aux grandes fermes.



C'est dans ce contexte que les éleveur/se-s de bovins sont victimes de l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse (DNT) et de sa gestion calamiteuse par le gouvernement. Ce dernier s'est refusé et se refuse toujours à une vaccination généralisée qui endigueraient la maladie. Il préfère faire abattre tout le troupeau d'un éleveur dès qu'une vache est contaminée plutôt que de procéder à la vaccination de masse. La raison en est qu'une vaccination généralisée ferait perdre le statut « indemne » pour toute la France, ce qui empêcherait l'exportation selon les règles internationales, sauf accords bilatéraux (qui ne sont pas impossibles à conclure puisqu'ils existent déjà avec la Suisse et l'Italie). Cela ne répond pas à une logique sanitaire comme le gouvernement essaie de nous le faire croire, mais à une logique économique : mieux vaut abattre en masse des bovins en bonne santé que de menacer les profits de l'agrobusiness, qui dépendent fortement des exportations.

La colère des éleveurs est légitime : la destruction d'un troupeau entier est un traumatisme pour un éleveur, d'autant plus quand ses bovins sont en bonne santé. En outre, les indemnisations ne compensent pas la perte des bêtes. Une vaste mobilisation

s'est mise en place contre cette politique gouvernementale, qui est soutenue par la FNSEA, mais combattue par la Coordination rurale et la Confédération paysanne. La colère paysanne se nourrit aussi de la précarité économique et du refus de l'accord de libre-échange du Mercosur qui profitera là aussi à l'agrobusiness, mais pas à la grande masse des agriculteur/trice-s.

Le gouvernement s'apprête à n'apporter aucune réponse à leurs revendications légitimes : la signature de l'accord du Mercosur a été reportée à janvier, mais il ne fait guère de doute que l'accord s'appliquera, peut-être avec quelques aménagements mineurs. Et le gouvernement ne veut pas non plus changer sa gestion de l'épidémie de DNT.

L'extrême droite cherche à apparaître comme un soutien des éleveurs. Pourtant, le RN défend les mêmes intérêts que la FNSEA. Il refuse de se positionner clairement sur les abattages en arguant que c'est une question sanitaire où il ne serait pas compétent. Il préfère centrer son discours sur la dénonciation du seul Mercosur, en symbiose avec le discours de la FNSEA, qui promeut la plupart des traités de libre-échange.

La grande majorité des agriculteurs ne pourra voir sa situation s'améliorer véritablement que si une politique de rupture avec l'agrobusiness est entreprise :

1. Il faut rompre avec le libre-échange, au-delà du refus de l'accord du Mercosur. Aujourd'hui, environ 20 % de la production de viande bovine est exportée, alors que la France importe l'équivalent de 30 % de sa production. C'est absurde d'un point de vue écologique : puisque nous ne sommes pas autosuffisants en viande bovine, toute la production devrait alimenter la population de France (la question de pouvoir exporter ou non la viande bovine en cas de vaccination massive ne se poserait plus), et nous pourrions organiser une baisse de la consommation interne pour réduire les importations. De la même façon, il est absurde d'exporter du lait et d'en importer en parallèle. Certes, la France est exportatrice nette de lait, et il faudrait continuer à en exporter, mais au moyen de traités bilatéraux respectueux des intérêts des producteurs des deux pays concernés. De façon générale, il faut rompre avec le libre-échange pour permettre à la production nationale de s'écouler sans mise en concurrence internationale des producteurs, qui tire les revenus et les droits sociaux vers le bas. Contrairement à la propagande d'extrême droite qui préfère s'attaquer aux normes (sociales et environnementales) pour permettre aux agriculteurs d'être « compétitifs » sur les marchés internationaux, il faut maintenir ces normes et protéger nos agriculteurs de la concurrence internationale. Les agriculteurs et agricultrices ont tout intérêt, pour leur santé et la satisfaction du travail bien fait, à pouvoir vivre d'une agriculture de qualité en rupture avec le productivisme et le libre-échange.

2. Il faut mettre fin à la concentration des élevages qui constitue un terreau favorable aux épizooties. Il faut en finir avec l'exportation d'animaux vivants engrangés à l'étranger avant de revenir en France pour être abattus. Pour garantir les revenus des agriculteurs et permettre à la population de bien se nourrir, il faut mettre en place une

sécurité sociale de l'alimentation (SSA) financée par les cotisations patronales. Chaque citoyen-ne aurait une « carte vitale alimentation » lui permettant d'acheter des produits agricoles auprès d'agriculteurs agréés et respectant un cahier des charges précis. Les caisses de la SSA financerait aussi les investissements agricoles ou la prise en charge et le suivi vétérinaires des troupeaux. Cette socialisation de l'agriculture permettrait à des exploitations agricoles individuelles ou coopératives d'avoir des débouchés sécurisés à des prix garantis. Elle devrait s'accompagner d'une socialisation de l'ensemble de la filière, qui implique une expropriation des grands groupes de l'agro-industrie.

Gaston Lefranc, le 23 décembre 2025